

Avant-Propos

Le présent volume est à situer dans la continuité des séminaires organisés à l'intention des doctorants de la Faculté de Droit de l'Université de Lubumbashi avec la collaboration de la Fondation Konrad Adenauer.

Les analyses qui y sont proposées touchent aux domaines aussi nombreux que divers de la science du droit dans une approche pourtant essentiellement empirique et pragmatique.

Ainsi, les écrits de MUYUMBA FUNDI Aimé et BANZA ILUNGA Aimé tout comme ceux de MUTONWA KALOMBE Jean-Marc Pacifique et MUHUNGA CHILESHE entendent définir l'organisation, le fonctionnement et les compétences des juridictions de droit civil d'une part et, d'autre part, le rôle du Ministère public dans les procédures judiciaires de droit privé.

Dans cette suite s'invite aussi, mais du point de vue communautaire, l'étude menée par BANZA ILUNGA Aimé et MWANSA KALUNGA Jean-Pierre relativement à la problématique de la compétence et de la procédure devant la Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA dans le cas de recours dans les litiges commerciaux congolais.

KANGASEKA MBAKA John et TSHIZENA TSHINATE Céline traitent aussi de l'exécution des sentences arbitrales étrangères en République Démocratique du Congo tout en évoquant les décisions arbitrales rendues dans le cadre de l'OHADA.

Pour leur part, KAPYA KABESA Jean Salem Israël Marcel, KITONGE MWAPE Eddy, KYUNGU NSENGA Justin et KYEMBE MULUMBWA Albert stigmatisent, matatis mutandis, à travers deux contributions, à la fois le rôle et l'influence de la société civile sur la garantie d'un droit à un procès équitable (cas de la ville de Lubumbashi) et le droit au procès équitable face au pluralisme judiciaire en République Démocratique du Congo.

Aussi KABALIKA LUKWESA, Laurent MAKAL et le Professeur Dieudonné KANTENGA ainsi que MUMBA KAKUDJI Martial sont-ils successivement préoccupés par les défis et les perspectives de la justice congolaise face à la pratique de la transaction entre parties, par la protection des enfants en cas de l'exploitation minière artisanale dans la province de Lualaba en vue des mécanismes de solution ainsi que par les perspectives de renforcement de la législation sur la détention et l'usage d'armes en République Démocratique du Congo.

Les questions des aspects environnementaux du développement économique en République Démocratique du Congo tout comme celle liée au respect du Droit international humanitaire par les forces multinationales ou forces de maintien de la paix ont été commentées par le Professeur KALALA ILUNGA Matthiesen qui, cette fois –ci, avec KALALA ILUNGA MULUMBA Matthias et SANGA KABAMBA Emilie, a contribué à la recherche sur l'étude diagnostique des causes de l'inefficacité des Services publics en République Démocratique du Congo, l'autopsie du respect des principes classiques régissant les services publics en République Démocratique du Congo et les services publics congolais face à la satisfaction de l'intérêt général dans le cas de la Société Nationale d'Electricité (S.N.EL.).

C'est autant un aveu de l'attachement de chacun de ces auteurs à ce programme, lequel participe de la cogitation sur la recherche des solutions voulues idoines et plausibles en vue de l'instauration et de la consolidation d'un véritable Etat de droit par le droit longtemps rêvé pour la République Démocratique du Congo en particulier et la Région des Grands Lacs africains en général.

Toutefois, il importe de souligner que les écrits contenus dans ce volume n'entendent engager nullement et d'aucune manière les encadreurs aux commandes du programme, moins encore la Fondation KONRAD ADENAUER. Ils relèvent de la seule et exclusive responsabilité de leurs auteurs qu'ils assument chacun personnellement et entièrement.

Adalbert Sango Mukalay

Hartmut Hamann

Kalala Ilunga-Matthiesen